



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 27 avril 2004 (17.05)**

**(OR. en,hu)  
(RELAIS EN)**

**8929/04**

**COPEN 52  
EJN 23  
EUROJUST 29**

**NOTE**

de:	György Gátos, Conseiller à la justice, Représentation permanente de la Hongrie auprès de l'UE
date de réception:	26 avril 2004
à:	M. Hans G. Nilsson, Chef de division, DG H III, Secrétariat général du Conseil
Objet:	Décision-cadre du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres Informations fournies par la Hongrie

**Informations**

Le 23 décembre 2003, le Parlement de la République de Hongrie a adopté la loi CXXX de 2003, dont les chapitres I et II et les annexes 1 et 2 portent sur la coopération avec les États de l'Union européenne en matière pénale, en transposant dans le droit interne la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (2002/584/JAI).

Conformément à l'article 34, paragraphe 2, de la décision-cadre, nous joignons ci-après le texte de la loi hongroise pertinente qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Le 26 avril 2004, la République de Hongrie a envoyé au Conseil les informations suivantes, conformément à la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres et à la loi CXXX de 2003 concernant la coopération avec les États de l'Union européenne en matière pénale.

Conformément à l'article 6, paragraphe 3, de la décision-cadre

Pour l'exercice de poursuites pénales, l'autorité judiciaire d'émission est l'autorité judiciaire compétente en la matière. Pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté, le juge responsable des affaires pénitentiaires est compétent pour délivrer un mandat d'arrêt européen.

L'autorité judiciaire d'exécution est le Tribunal métropolitain, qui exerce une compétence exclusive.

Conformément à l'article 7, paragraphe 2, de la décision-cadre

L'autorité centrale de la République de Hongrie chargée de la transmission et de la réception administratives des mandats d'arrêt européens, ainsi que de toute autre correspondance officielle les concernant, est le ministère de la justice.

*Coordonnées:*

Igazságügyi Minisztérium (Ministère de la justice)

Nemzetközi Büntetőjogi Főosztály (Service du droit pénal international)

1363 Budapest, Postafiók 54.

Tél.: + 36 1 441 3110, + 36 1 441 3111

Fax: + 36 1 441 3112

e-mail: [nemzb@im.hu](mailto:nemzb@im.hu)

Conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre

La République de Hongrie accepte le mandat d'arrêt européen en hongrois ou sa traduction en hongrois.

Concernant les États membres qui n'acceptent pas uniquement le mandat d'arrêt européen dans leur langue officielle ou dans l'une de leurs langues officielles, ou accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues, la République de Hongrie accepte le mandat d'arrêt européen en anglais, français et allemand ou accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues.

Conformément à l'article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre

Le ministère de la justice est l'autorité centrale de la République de Hongrie chargée de recevoir les demandes de transit et toute autre correspondance officielle les concernant.

=====